

peuvent être effectués sur les exploitations agricoles ou dans l'emploi pour améliorer leurs revenus.

Voilà autant de questions auxquelles il faut connaître les réponses d'une manière assez juste pour établir ce qu'il nous en coûtera. Je suis d'avis qu'un comité consultatif provincial en agriculture aurait été en mesure de renseigner le ministre d'une manière assez précise, si le gouvernement l'avait créé au moment approprié.

Le ministre, au cours de son exposé, ne nous a pas parlé du coût du programme. Il ne nous a pas dit quelles seraient les responsabilités des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral. Il n'a pas réparti les responsabilités; il n'a pas réparti le coût de ce programme; il ne nous a pas dit comment vivront les cultivateurs qui feront du reboisement avant d'en tirer un revenu.

Un grand spécialiste en agriculture me disait que le cultivateur qui veut reboiser devrait recevoir un montant raisonnable pour chaque acre de reboisement en attendant la récolte.

Certains cultivateurs qui reboiseront peut-être 5 ou 10 acres devront dépendre d'un revenu déjà insuffisant pour subvenir aux besoins de leur famille.

Que fera le gouvernement pour tenir ces familles sur la ferme? Nous aurions aimé obtenir plus de renseignements de la part du ministre.

Monsieur le président, la ferme familiale est de toute première importance dans l'économie canadienne. Nous dépendons de la ferme pour alimenter et vêtir la population toujours croissante du pays.

Malheureusement, plusieurs propriétaires de ferme n'ont pas le revenu nécessaire pour offrir à leur famille un régime de vie raisonnable. Pourtant, il est reconnu que si l'agriculture est prospère, la nation en bénéficie.

Le cultivateur canadien a le droit d'exiger un standard de vie qui soit au niveau de l'économie générale qu'il a contribué à créer. Nous n'avons pas atteint ce but avec la politique du gouvernement conservateur.

Je ne crois pas que nous puissions améliorer la situation du cultivateur moyen avec la politique actuelle, car il est déjà coincé entre le coût plus élevé des biens et services qu'il achète et les prix réduits des produits qu'il vend.

Le projet de résolution actuellement soumis à la Chambre aura des effets à longue portée. Les cultivateurs devront attendre que le gouvernement change avant de bénéficier de mesures à courte portée.

M. Pigeon: Monsieur le président, l'honorable député de Drummond-Arthabaska me permet-il de lui poser une question?

M. Boulanger: Oui, mais gare à la réponse!

M. Pigeon: L'honorable député peut-il me dire ce qu'il pense de la politique agricole de l'ancien gouvernement qui, lorsqu'il était au pouvoir, servait des pommes de terre provenant des États-Unis aux réfugiés hongrois dans les camps en Colombie-Britannique?

L'hon. M. Martin: Voilà une question qui ne mérite certes pas de réponse.

M. Pigeon: C'est une question qui fait mal!
(Traduction)

M. Baldwin: Monsieur le président, je regrette d'avoir été absent au début du présent débat et de n'avoir pas entendu le discours du représentant d'Essex-Est. C'est toujours avec grand intérêt que j'écoute ses discours sur des questions agricoles. Cet intérêt remonte à quelques années, au jour où l'honorable représentant a prononcé un discours dans ma circonscription pendant la campagne électorale de 1957 ou de 1958. C'est heureux pour moi, en vue des prochaines élections, que les habitants et les cultivateurs de la région de la rivière La Paix n'aient pas encore oublié son discours. Il avait dit, en somme, que la situation des cultivateurs n'avait jamais été aussi reluisante que depuis deux ou trois ans. Le député ne m'en voudra pas de dire que son discours me rappelle le poème d'Edwin Markham intitulé «The Man With the Hoe». Je pense souvent à ce poème quand l'honorable représentant traite des questions agricoles. Je prends une certaine liberté poétique pour rappeler aux honorables députés les quatre premiers vers que voici:

Bowed by the weight of centuries he leans
Upon his hoe and gazes on the ground,
The emptiness of ages in his face,
And on his back the burden of the world.

J'ai toujours l'impression que cela caractérise bien l'honorable député lorsqu'il parle d'agriculture.

Cet après-midi l'honorable député d'Assiniboia nous a dit ce qu'il pense de la résolution. A mon avis, il nous a simplement rebâché de vieux clichés usés jusqu'à la corde, dont il essaie depuis des années de nous faire croire qu'ils renferment des éléments indispensables à l'amélioration de notre industrie agricole. Pour quelqu'un qui aspire à la direction du nouveau parti, il est loin de nous exposer les faits tels qu'ils sont aujourd'hui.

Des hommes d'État sérieux du Canada et des États-Unis reconnaissent, il est vrai, que certaines des mesures que l'honorable député propose peuvent produire quelque effet palliatif, mais les vrais remèdes doivent agir beaucoup plus profondément. Des changements bien plus radicaux s'imposent, et je crois que le gouvernement le reconnaît bel et bien dans